

Questions orales

Est-ce que le gouvernement va changer la définition «pour cause valable» aujourd'hui?

[Traduction]

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Madame la Présidente, si j'ai bien compris, la députée a dit qu'elle était fière d'avoir retardé l'adoption du projet de loi C-21 durant plus d'un an, privant ainsi les chômeurs de leurs prestations durant toute cette période.

[Français]

Relativement à la question spécifique, il est bien évident que si les députés de l'opposition lisaient, en plus d'avoir écouté sporadiquement l'énoncé économique du ministre des Finances, ils réaliseraient évidemment qu'il n'y a eu aucun changement relativement à la question de harcèlement sexuel. Au contraire, la situation est la même, avant, pendant et après l'énoncé.

[Traduction]

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Madame la Présidente, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Elle fait suite à la question qu'a posée ma collègue, la députée de Hamilton—Est.

Il s'agit des propos que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a tenus hier en réponse à une question sur son idée de forcer les femmes à tolérer le harcèlement sexuel au travail en leur enlevant tout bonnement la possibilité de toucher des prestations d'assurance-chômage. Il a dit que ces personnes devaient payer leur part et que ce qu'elles voulaient, c'était d'aller passer l'hiver en Floride.

Le vice-premier ministre est-il d'accord avec le ministre de l'Emploi et de l'Immigration? Dans la négative, quelles mesures prendra-t-il à l'endroit du ministre de l'Emploi et de l'Immigration?

L'hon. Pierre H. Cadieux (ministre d'État (Condition physique et Sport amateur), ministre d'État (Jeunesse) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre): Madame la Présidente, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a été très explicite quand il a déclaré à la Chambre aujourd'hui que l'énoncé économique ne changeait rien au fait que les personnes qui doivent quitter leur emploi pour des motifs tels que le harcèlement sexuel continuent d'avoir droit aux prestations d'assurance-chômage.

Il n'y a pas eu de changement à cet égard, et nous n'en prévoyons pas non plus.

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Madame la Présidente, ma question s'adresse au vice-premier ministre qui est plutôt sélectif dans le choix des données économiques qu'il cite. Il sait très bien que, lorsqu'il a renvoyé la balle au chef de l'opposition, le taux de chômage était à 7,4 p. 100 et le taux de croissance était à 3,9.

Cependant, si le vice-premier ministre a des tripes au ventre, je voudrais qu'il dise aux habitants de ma circonscription, où le taux de chômage est de 20,9 p. 100, ce qu'il fera pour les régions défavorisées du Canada? Quels programmes mettra-t-il en place pour leur redonner du travail? Se contentera-t-il de continuer de faire les quatre volontés des multinationales?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame la Présidente, il est évident que le député ne se contente pas de fermer les yeux sur les abus contre le régime d'assurance-chômage, mais qu'il les encourage. C'est exactement le sens de sa question.

Que faisons-nous? Dans mon exposé, par exemple, j'ai déclaré que nous allions de l'avant avec l'installation de systèmes d'atterrissage hyperfréquences. Cela aura des répercussions sur un organisme important de sa circonscription. Cela créera des emplois et stimulera l'activité économique et, en plus, il s'agit d'un secteur d'avenir.

Les programmes de formation, le recyclage des travailleurs des mines de charbon et des autres industries obsolettes. . .

M. Dingwall: Ma parole, vous avez pris de la drogue!

M. Mazankowski: Le député laisse entendre que je suis drogué.

Des voix: Rétractez-vous.

Des voix: Règlement!

Mme le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je n'ai pas entendu. Le ministre peut terminer.

M. Mazankowski: Madame la Présidente, dans un discours très éloquent, le collègue du député a louangé le gouvernement fédéral pour les mesures annoncées au sujet des infrastructures, de l'amélioration des aéroports et tout particulièrement du système d'atterrissage hyperfréquences dont votre circonscription profitera.

Des voix: Oh, oh!

Mme le vice-président: À l'ordre, je vous prie.